

<b>Zeitschrift:</b>	Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
<b>Herausgeber:</b>	Union syndicale suisse
<b>Band:</b>	82 (1990)
<b>Heft:</b>	4
<b>Artikel:</b>	Le mouvement ouvrier et les travailleurs italiens en Suisse jusqu'à la Première Guerre mondial
<b>Autor:</b>	Vuilleumier, Marc
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-386378">https://doi.org/10.5169/seals-386378</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 23.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Le mouvement ouvrier et les travailleurs italiens en Suisse jusqu'à la Première Guerre mondiale

par Marc Vuilleumier\*

Contrairement à ce que beaucoup s'imaginent, ce n'est pas seulement au cours de ces quarante dernières années que la Suisse a connu une forte immigration. En 1910 déjà, la proportion des étrangers par rapport à la population résidente était de 14,7%, pour, probablement, se situer entre 15 et 16% à la veille de la Première Guerre mondiale. Elle était donc du même ordre de grandeur qu'aujourd'hui (15,6% à la fin de 1989). Comme cette population étrangère était inégalement répartie, concentrée à près de 80% dans 9 cantons seulement, les pourcentages locaux étaient souvent bien plus élevés: en 1910, canton de Genève: 41,6% (une proportion qui n'a plus jamais été atteinte); Bâle-Ville: 37,8%; Lugano: 50,5%; Arbon: 46,1%.

A l'exception du petit Luxembourg qui la dépassait (15,3%), mais loin devant la Belgique (3,4%) et la France (2,7%), la Confédération était en tête des Etats européens en ce qui concerne la proportion des étrangers. Cette spécificité de la Suisse était due pour une part à sa situation géographique: pays de transit au centre de l'Europe, elle retient une partie de ceux qui y passent; de plus elles est un petit pays: les régions frontalières, qui comportent toujours un plus grand nombre d'étrangers, représentent donc une proportion plus forte du territoire national que dans un grand pays. En 1850 déjà, 3% de la population était d'origine étrangère, alors que de nombreux Suisses émigraient vers les pays voisins ou l'Amérique. Jusque vers la fin des années 1880, la balance migratoire demeure négative, c'est à dire que, chaque année, le nombre total de ceux qui sortent du pays est supérieur à celui de ceux qui y entrent. Le recensement de 1888 est le premier où apparaît une balance positive. Cela ne signifie pas que les Suisses cessent d'émigrer, loin de là, mais que l'immigration prend une importance toujours plus grande.

En effet, et c'est là le facteur essentiel, l'industrialisation rapide exige une nombreuse main-d'œuvre qu'on ne trouve que difficilement sur place. Aussi les étrangers affluent-ils vers les régions industrielles et les grands chantiers. Ils le font d'autant plus facilement que le marché du travail est entièrement libre, c'est-à-dire qu'il n'existe ni autorisation ni permis. En vertu de traités de libre établissement conclus avec la plupart des Etats, les émigrés de ces pays (comme les Suisses qui s'y établissent) jouissent des mêmes droits et ont les mêmes obligations que les citoyens du pays, exception faite des droits politiques et des devoirs militaires. La seule

\*Historien

chose que l'on exige des migrants, en Suisse, c'est qu'ils déposent, auprès des autorités locales, un document apportant la preuve de leur identité contre lequel on leur délivre un permis de séjour ou d'établissement.

## L'accroissement de la population étrangère en Suisse et les modifications de sa composition

L'accroissement de la population étrangère s'est particulièrement accéléré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le taux de croissance annuel moyen, de 1,06% entre 1880 et 1888, a passé à 4,36% entre 1889 et 1900, pour reculer quelque peu de 1901 à 1910: 3,85%. Cette augmentation rapide s'est traduite par des modifications dans la composition de la population étrangère, entre autres dans sa répartition par nationalité, ainsi que le montre le tableau ci-dessous:

### Répartition par nationalité des étrangers en Suisse, en % du total des étrangers

Année	Allemands	Français	Italiens	Autrichiens	Divers
1860	41,6%	40,5%	12,0%	3,2%	2,7%
1888	48,9%	23,4%	18,2%	6,0%	3,5%
1900	43,9%	15,3%	30,5%	6,4%	3,9%
1910	39,8%	11,5%	36,7%	7,1%	4,9%

En 1860, Français et Allemands représentaient 82% des étrangers en Suisse; en 1910, la proportion des Français s'est effondrée, tandis que celle des Allemands a légèrement baissé et que celle des Italiens a plus que triplé. En même temps, les autres immigrations minoritaires se sont développées, tant celle des Autrichiens proches de la Suisse que celle de pays plus lointains (Russes: 1,53%).

Les Français établis en Suisse l'étaient en majeure partie dans la Romandie; beaucoup venaient de la région voisine de Genève, qui constituait l'arrière-pays naturel de cette ville. Il s'agissait d'une immigration naturelle des zones rurales vers la ville la plus proche, due en grande partie à la géographie, dont les effectifs ont passé de 46 534 en 1860 à 63 695 en 1910, mais qui n'a pas grandi au rythme de celle des Allemands et des Italiens.

Les Allemands viennent pour la plupart du sud de l'Allemagne; beaucoup sont des ouvriers qualifiés qui sont attirés par les salaires plus élevés de Zurich et des régions industrielles de la Suisse orientale. Leur effectif passe de 47 792 en 1860 à 219 530 en 1910. Certains sont déjà socialistes lorsqu'ils arrivent en Suisse; d'autres le deviennent sur place. Nombreux

seront les Allemands à jouer un rôle dans le mouvement ouvrier suisse, soit temporairement, soit durablement. Herman Greulich, Robert Seidel en sont des exemples entre beaucoup d'autres.

## Les caractéristiques de l'immigration italienne

Les Italiens ne sont que 13 828 en 1860; en 1888 on en compte déjà 41 881, mais c'est surtout par la suite que leur nombre s'accroît: 117 059 en 1900, 202 809 en 1910. A ce moment, ils représentent à eux seuls 5,43% de la population totale de la Suisse. Pourtant les recensements se faisant en décembre, ces chiffres ne tiennent pas compte du nombre des ouvriers saisonniers, maçons et terrassiers pour la plupart. Comme ceux-ci viennent et travaillent tout à fait librement, leur nombre, qui varie d'année en année, selon la conjoncture, est difficile à évaluer (probablement 50 000 à 70 000 au XX<sup>e</sup> siècle).

L'immigration italienne en Suisse se différencie des autres par sa composition sociale: elle comprend beaucoup moins de patrons, d'indépendants et d'employés, mais beaucoup plus d'ouvriers. En 1910, ceux-ci représentent 61,7% des Italiens en Suisse. La proportion est encore plus forte chez les Allemands: 66,7%, mais elle est totalement différente en ce qui concerne les manœuvres, qui ne sont que 9,2% alors qu'ils s'élèvent à 25,6% de la population italienne. 87,5% des Italiens vivant en Suisse (saisoniers non compris) sont donc des travailleurs, ouvriers ou manœuvres, contre 74,9% des Allemands et 64,2% seulement des Français.

Cette population italienne, essentiellement ouvrière, se caractérise encore par sa grande jeunesse, par une prépondérance masculine (139 hommes pour 100 femmes) et son moindre degré d'intégration (de tous les étrangers, les Italiens des deux sexes sont ceux qui épousent le moins des indigènes bien que, en 1910, 23,7% des Italiens et 45,5% des Italiennes résidant en Suisse y étaient nés).

La plus grande part des ouvriers et manœuvres italiens est occupée dans le génie civil et dans le bâtiment. Près de 90% du personnel de la construction des chemins de fer est italien. On peut dire sans exagération que toutes les lignes et tous les tunnels creusés entre 1880 et 1914 l'ont été par des ouvriers italiens à 80%, qu'il s'agisse du Simplon (1898–1906), du Lötschberg, du Ricken, du Hauenstein, du Mont d'Or, de la ligne Berne–Neuchâtel, ou des chemins de fer de montagne: Jungfrau, réseau rhétique, MOB, etc. Il en ira de même des canalisations nécessaires aux premières usines hydro-électriques, au début du siècle. Dans l'ensemble du pays, plus de la moitié des maçons étaient italiens.

A partir de 1900, une part croissante de l'immigration se dirige vers les fabriques; vers le textile surtout, mais aussi vers la chimie et la métallurgie.

C'est aussi à cette période qu'augmente rapidement la main-d'œuvre féminine, occupée principalement dans les usines textiles.

Pour les trois quarts, l'émigration italienne vers la Suisse provient du Nord (Lombardie, Piémont, Vénétie), pour un quart du Centre (Emilie, Toscane, Ombrie). Le Sud ne représente qu'une proportion encore insignifiante. Sur les chantiers du Simplon, travailleront quelques Siciliens, tous originaires de trois ou quatre villages voisins. Il semble bien, surtout dans les années 1880–1890, qu'une grande partie des émigrés soit d'origine rurale; ce sont des petits paysans dont la famille n'a pas assez de terres pour vivre, des ouvriers agricoles, ou des artisans ruinés par le développement de l'industrie. Souvent, ils viennent très jeunes en Suisse, accompagnant un parent ou quelque personne de leur village ou de leur bourgade. Ils commencent comme porteurs de briques et de ciment, puis apprennent sur le tas le métier de maçon en quelques années. D'autres se spécialisent dans le travail, particulièrement pénible mais mieux rétribué, de mineur, dans les tunnels et galeries. D'autres encore resteront terrassiers.

Les jeunes femmes occupées dans les filatures et usines de tissage sont souvent hébergées dans des maisons, aménagées par les patrons et tenues par des religieuses. Elles n'en sortent guère que pour aller au travail et à l'église et y vivent totalement coupées du monde extérieur. A plus d'une reprise, socialistes et syndicalistes dénonceront l'exploitation dont ces ouvrières étaient l'objet de la part des industriels ainsi que leurs conditions de vie dans ces *Mädchenheime*.

### Les premières réactions ouvrières devant l'immigration italienne

Dès la seconde moitié des années 1880, l'afflux des Transalpins sur les chantiers provoque le début de toute une série de plaintes de la part des ouvriers suisses, plaintes qui vont s'accumuler et qui seront à l'origine d'un ressentiment profond persistant durant de nombreuses années, même quand, parfois, ses causes objectives auront pour une large part disparu. Il n'est pas difficile, pour qui a quelque peu suivi la vie ouvrière de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de dresser une espèce de catalogue de ces griefs. D'abord, les Italiens acceptent de travailler à des salaires beaucoup trop bas, dans de mauvaises conditions, trop longtemps, faisant ainsi pression sur les salaires et empêchant l'amélioration du sort de l'ensemble des ouvriers. Et il est vrai que, souvent, les patrons ont recouru à cette main-d'œuvre pour empêcher les hausses de salaire, freiner les revendications ou briser les grèves; à l'occasion, ils n'hésitèrent pas à menacer de faire venir de Turin quelques wagons de terrassiers et manœuvres.

On reproche aux ouvriers italiens leur soumission aux patrons et à la maîtrise, leur trop grande docilité, voire même leur esprit de flagornerie à l'égard des supérieurs; leur obéissance, leur trop grande ardeur au travail

font qu'ils sont partout préférés aux Suisses, ce qui accroît le ressentiment de ceux-ci. En effet, les Italiens ne font pas le «lundi bleu», ils sont, durant le travail tout au moins, des modèles de sobriété, ne boivent que de l'eau, ce qui leur est amèrement reproché par leurs compagnons de chantier. Ils économisent au maximum et ne dépensent, pour leurs besoins essentiels, que le strict minimum, ce qui leur vaut, là aussi, de sévères critiques, non seulement de la part des commerçants, mais aussi de leurs camarades qui leur reprochent de vivre comme des bêtes, de manquer du minimum de respect que tout individu doit avoir pour sa propre personne. Les remarques sur leur accoutrement, leur laisser-aller vestimentaire sont extrêmement significatives de la mentalité ouvrière d'alors. Enfin, on leur reproche de vivre entre eux, de se soutenir mutuellement contre les Suisses qu'ils tendent même à évincer des chantiers. A Berne, nombreux sont les griefs à l'égard des contremaîtres italiens, accusés d'exclusivisme et de favoritisme; certains, même, se font remettre des cadeaux pour engager leurs compatriotes; l'un d'eux, propriétaire dans la région de Côme, exige même, paraît-il, que, durant l'hiver, ses ouvriers exécutent gratuitement divers travaux sur ses terres, reproduisant ainsi en Suisse un système de clientélisme caractéristique de la vie rurale italienne.

Mais les griefs des ouvriers suisses ne se bornent pas aux rapports qui s'établissent sur le lieu de travail, ils prennent un caractère plus général et s'attaquent à la tendance de leurs camarades italiens à ne pas s'assimiler, à rester différents. Et cette difficulté à accepter la différence, ce refus même, sont largement répandus dans les milieux populaires et engendrent un sentiment de répulsion, de mépris, qui se nourrit du sentiment de supériorité qu'éprouve le Suisse à l'égard de l'Italien: celui-ci est, en général, moins instruit, illettré souvent, et son ignorance se manifeste dans tout son comportement, dans son manque d'hygiène par exemple (à l'origine de conflits sur les chantiers et dans les logements); en pays protestant, il est un noir, un clérical et, en contrée catholique, souvent un mécréant; il est enfin le représentant d'un pays ou plus exactement d'un régime méprisé, celui des scandales politico-financiers, des émeutes et de la répression, celui avec lequel la Suisse aura, jusqu'en 1914, des rapports diplomatiques difficiles. Une analyse de la presse, des journaux catholiques à ceux du conservatisme protestant en passant par ceux des radicaux et des démocrates montrerait facilement l'ampleur de ce sentiment. Significatif est le thème, souvent repris dans les feuilles libérales et radicales, du gouvernement italien coupable d'envoyer en Suisse des ouvriers sans instruction, sans formation morale et civique, thème qui flatte un sentiment général, profondément ancré dans le peuple suisse: celui de sa supériorité politique par rapport aux autres. Significatif également, dans l'abondant répertoire des termes plus ou moins dépréciatifs désignant les Italiens, celui de «Crispi», du nom du célèbre homme politique.

Cette situation peut, en certaines occasions, devenir explosive. C'est le cas

à Berne, en juin 1893. L'essor de la construction (bâtiments officiels, ponts, nouveaux ensembles résidentiels) y a attiré une foule d'ouvriers italiens qui supplantent souvent la main-d'œuvre locale. Un simple avis dans la presse provoque un rassemblement qui se rend sur les chantiers où se déroule une véritable chasse à l'Italien. L'intervention de la police et les arrestations qu'elle effectue retournent contre elle la colère de la foule qui tente de libérer les prisonniers enfermés dans le *Käfigturm*. On fera appel à la troupe pour rétablir l'ordre. Ce «Käfigturmkravall» sera utilisé par le gouvernement et la Ville de Berne pour tenter de casser le mouvement ouvrier et socialiste local, en plein essor depuis quelques années: l'arrestation du secrétaire ouvrier N. Wassilieff, d'origine russe, son principal organisateur, faussement accusé d'avoir fomenté les désordres et condamné, sans la moindre preuve, à une peine de prison, tout cela mériterait un récit particulier. Bornons-nous à relever que ces événements ont attiré l'attention générale sur les problèmes suscités par l'afflux des travailleurs étrangers. Rien d'étonnant donc si, quelques semaines plus tard, le congrès socialiste international qui se tint à Zurich s'occupa de la question des migrations ouvrières, recommandant aux organisations des différents pays d'y accorder une attention particulière. La seule solution, pour empêcher l'utilisation des immigrés comme briseurs de grèves ou pour faire pression sur les salaires, c'était de les syndiquer. Ainsi disparaîtrait une grande partie des griefs des ouvriers indigènes.

### **Les explosions populaires de xénophobie**

Autre type de manifestation, dont on trouverait de nombreux exemples à l'étranger, l'explosion xénophobe due à un incident fortuit qui fait brusquement éclater les ressentiments et les griefs de toutes sortes, lentement accumulés. Le meurtre par un Italien d'un cafetier fort populaire à Lausanne provoque une émeute anti-italienne, le 1<sup>er</sup> mai 1893; mais, manque de discernement, les émeutiers s'en prennent à une fanfare... tessinoise! Grâce à cette méprise nous disposons d'un dossier sur l'affaire, tandis que beaucoup d'autres n'ont guère laissé de traces. La plus grave est constituée par les événements de Zurich, en juillet 1896 où, presque trois jours durant, les émeutiers mirent à sac cafés et restaurants italiens de l'Aussersihl, se livrant à de véritables chasses à l'homme, obligeant de nombreux travailleurs transalpins à quitter la ville soit pour rentrer chez eux, soit pour aller se réfugier dans les bois des alentours où ils se regrouperont en campements improvisés, plusieurs nuits durant. L'absence et l'inefficacité totale de la police, l'intervention tardive et maladroite de l'armée (recrues), la passivité et certaines réactions pour le moins malencontreuses des autorités susciteront, dans toute la Suisse une foule de critiques où percent parfois d'évidentes motivations politiques (polémi-

que des milieux conservateurs contre le socialisme, suisse et allemand, faussement accusé d'être à l'origine des émeutes; contre la collaboration démocrates-socialistes et la présence du social-démocrate Vogelsanger à la municipalité de Zurich). Une analyse des événements eux-mêmes permet de confirmer, dans ses grandes lignes, celle qu'en avait donnée, un an après déjà le socialiste Otto Lang. L'origine de la situation explosive créée dans le quartier de l'Industrie est à rechercher dans l'augmentation extrêmement rapide de la population italienne, de moins en moins bien supportée par les anciens habitants. La différence des habitudes, des mœurs, l'entassement des Transalpins dans leurs logements, qui les oblige à vivre en partie au café et dans la rue, tout cela provoque une multitude de frictions quotidiennes qui engendrent des ressentiments durables. A cela s'ajoutent des griefs plus précis: les ouvriers italiens échappent aux lois auxquelles sont assujettis les Suisses: ils ne s'inscrivent pas au contrôle de l'habitant, surtout quand ils sont saisonniers, et ne paient ni taxe ni impôts; ils font travailler leurs enfants en âge scolaire; ils ne respectent pas le boycott de la bière décrété par les organisations syndicales contre un certain nombre de brasseries, par solidarité avec leurs ouvriers. Les commerçants, eux, ne voient pas d'un bon œil ces nouveaux venus qui économisent au maximum et qui, pour une large part, réservent l'essentiel de leurs maigres dépenses aux boutiques et aux établissements tenus par leurs compatriotes. Enfin, la criminalité, pas plus élevée, à vrai dire, que dans les milieux sociaux suisses analogues, est sans cesse mise en évidence et exagérée, et cela d'autant plus facilement que les Italiens ont la réputation, non usurpée, de jouer facilement du couteau. Et c'est justement un incident de ce genre, un rémouleur alsacien poignardé par un Italien, d'ailleurs en état de légitime défense, qui fit éclater l'émeute. Processus analogue à celui que l'on retrouve, en beaucoup plus grave, dans d'autres pays touchés par l'émigration italienne, en Amérique, à Lyon en 1894 à la suite de l'assassinat par un anarchiste italien du président de la République S. Carnot. D'autres incidents du même genre, mais beaucoup moins importants, éclateront encore en Suisse et, à plusieurs reprises, à Zurich même, la tension sera telle que l'on redoutera le renouvellement des scènes de 1896.

## **L'attitude du mouvement ouvrier suisse et des socialistes italiens**

De tels faits ne pouvaient laisser indifférents les socialistes et les syndicalistes suisses. Certains d'entre eux ont songé à y porter remède par une législation restrictive, obligeant les entreprises travaillant pour le compte de l'Etat ou des collectivités publiques à donner la préférence aux ouvriers de nationalité suisse. Ce sera le cas d'Aloys Fauquez à Lausanne, dont la politique était, en fait, beaucoup plus proche de celle des radicaux tradi-

tionnels que du socialisme dont il se réclamait. Il alla même jusqu'à jouer de l'opposition entre ouvriers vaudois et «étrangers» (ce par quoi il entendait aussi les Suisses alémaniques) pour des opérations de politique locale. Mais de telles limitations allaient à l'encontre de la théorie socialiste, telle qu'elle se dégagera de plus en plus nettement lors des congrès socialistes internationaux et telle que l'adoptèrent les socialistes suisses. Tout en s'opposant à des mesures législatives, on s'efforcera, par la propagande, de détourner le flux migratoire des points où le marché du travail était engorgé et on s'en prendra aux agents recruteurs engagés par certains patrons. Notons aussi que le patronat et les milieux officiels, fidèles au libéralisme économique, s'opposaient également à une législation restrictive.

La seule solution demeurait donc l'organisation des travailleurs étrangers par leur adhésion aux syndicats existants ou par la formation de syndicats nouveaux. C'est ce que comprirent très tôt les socialistes suisses aussi bien qu'italiens. Ceux-ci essayèrent, à l'occasion du Congrès international de Zurich, en 1893, de former une organisation socialiste italienne en Suisse, mais en fait, elle ne vit le jour qu'en 1895, quand se créa l'Union socialiste de langue italienne en Suisse (USLIS), rassemblant les Tessinois et les Italiens, ce qui constituait une certaine assurance contre la répression. Y adhéraient à la fois des sections politiques et des syndicats locaux (maçons et terrassiers, la plupart du temps). L'USLI, qui comptait, au début de 1898, quelque 25 à 30 sections et environ 900 adhérents était membre collectif de l'USS et du Parti socialiste italien (PSI).

L'essor de l'USLI fut incontestablement favorisé par la répression en Italie qui obligeait nombre de militants à se réfugier en Suisse où leur expérience était précieuse, au soin de la jeune organisation. Cette émigration politique, qui connaîtra sa plus grande intensité entre 1896 et 1900, s'est poursuivie, avec des amplitudes diverses, jusqu'en 1914, fournissant au PSI en Suisse une part importante de ses cadres. Cependant, il ne faut pas non plus surestimer le phénomène; nombre de militants se sont formés en Suisse même où ils ont fait leurs premières armes, avant d'exercer d'importantes responsabilités dans leur pays.

Les premiers dirigeants de l'USLI sont des socialistes qui se réclament du marxisme. Le plus important d'entre eux, Antonio Vergnanini, secrétaire de la Commission exécutive à Genève (1897-1898), s'était d'abord fait connaître comme journaliste et socialiste, dans sa ville natale de Reggio (Emilie), avant de se réfugier en Suisse à la fin de 1894 pour échapper au «domicile forcé». A Genève, il avait été le rédacteur d'un journal de la colonie italienne, avant de travailler comme correspondant de divers quotidiens et d'entrer dans l'organisation socialiste italienne en Suisse, où il ne tarda pas à acquérir une grande influence. Se définissant comme «socialiste marxiste de l'école de Plekhanoff», le fondateur du marxisme russe qui vivait alors en exil à Genève, il ne cesse de s'opposer à l'anar-

chisme en prônant l'organisation disciplinée des masses. La situation particulière de l'émigration l'incite d'ailleurs à porter l'accent sur la forme la plus élémentaire de l'organisation: le syndicat, qu'il tendra nettement à privilégier par rapport au parti politique. Et cela d'autant plus naturellement que, de par sa constitution même, l'USLI avait un caractère hybride. C'est ce caractère, tout comme la composition sociale de l'émigration, qui favorisait l'existence, au sein même de l'USLI, de tendances anarchistes sans cesse renaissantes. Les premiers congrès déjà avaient été troublés par l'intervention des compagnons hostiles aux «légalistes parlementaristes». Malgré les décisions des Congrès socialistes internationaux, de ceux du PSI et de l'USLI, la situation était loin d'être clarifiée et la différenciation entre socialistes et anarchistes était loin de s'être achevée, au sein de l'émigration italienne en Suisse. D'autant plus qu'en certains endroits, l'USLI avait pris le caractère d'un vaste regroupement hétérogène, accueillant tous les ouvriers désireux de bénéficier de ses services (local, buvette, restaurant coopératif, aide sociale et juridique), comme à Lausanne où, de 1896 à 1897, l'organisation évoquait plus une espèce de «colonie libre» que celle d'un parti socialiste solidement structuré et uni autour d'un programme.

## Le «train des Italiens» (1898)

Une affaire dont on parla beaucoup sur le moment, mais qui est aujourd'hui totalement oubliée, est particulièrement révélatrice de cette situation. Nous essayerons de l'évoquer en quelques lignes et d'en dégager les caractéristiques essentielles. Au printemps 1898, de véritables émeutes de la faim avaient éclaté dans toute l'Italie; le gouvernement les réprima avec férocité, plus particulièrement à Milan, au début de mai, où on recourut même au canon. Il accusa ses adversaires d'en être responsables et déclancha une vague de répression contre les socialistes, les anarchistes et les républicains, dont beaucoup se réfugièrent en Suisse.

Or, au moment même où retentissaient les derniers coups de feu à Milan, en Suisse, à la suite d'assemblées passionnées et de cortèges qui se tiennent dans la plupart des villes, plusieurs centaines d'ouvriers italiens se mettent en marche vers la frontière, persuadés que la Révolution a éclaté chez eux et désireux d'y participer. La colonne principale, partie de Lausanne, par Vevey-Montreux-Romont-Fribourg-Berne-Lucerne-Airolo gagne, tantôt à pied, tantôt en train, le Tessin, où elle sera arrêtée par la troupe mobilisée pour la circonstance, embarquée de force dans un train spécial et remise aux soldats italiens à Chiasso. La brutalité du procédé, équivalant à une véritable extradition, suscitera de nombreuses réactions et une demande d'explication au Conseil fédéral, dont la conduite fut blâmée par la majorité des deux Chambres. L'événement est donc intéressant du point

de vue de la politique intérieure suisse: on y voit une conjonction entre les catholiques sociaux, les radicaux fidèle à l'héritage de 1848, et les socialistes pour demander une intervention suisse en faveur des ouvriers en passe d'être traduits devant le conseil de guerre, tandis que l'ensemble des députés catholiques, hostiles au gouvernement italien et encore plus à celui du Tessin, arrivé au pouvoir à la suite d'un soulèvement armé des radicaux, parfois aussi sensibilisés au sort de leurs coreligionnaires émigrants, s'associent à leurs collègues des autres partis sur une résolution plus modérée. Ce qui n'empêche pas G. Python, au Conseil des Etats, de tonner contre le Conseil fédéral et le Conseil d'Etat tessinois, vivement attaqué à Bellinzona même par les conservateurs Respini et G. Motta (qui, lieutenant, avait été mobilisé et avait participé à toute l'affaire). Ajoutons encore que l'affaire suscitera un petit conflit entre le gouvernement fédéral et celui de Genève, dont les autorités de police furent accusées de ne pas avoir informé Berne en temps voulu, conflit qui se joue sur un arrière-fond politique fort complexe, que nous ne pouvons qu'esquisser: position délicate des radicaux genevois écartelés entre leur défense traditionnelle du droit d'asile et le désir de ne pas mettre en mauvaise posture A. Lachenal, leur représentant au Conseil fédéral, ce qui leur vaut les flèches venimeuses de *La Suisse*, nouveau journal conservateur, s'adressant à un public populaire, qui mène une violente campagne contre Berne et contre la livraison des ouvriers italiens, tandis que l'autre organe du conservatisme genevois, le *Journal de Genève*, s'en prend à la trop grande tolérance du Conseil d'Etat radical-socialiste envers les socialistes internationaux et accuse le Conseil fédéral de n'avoir pris aucune mesure avant que l'expédition des ouvriers italiens ait atteint le Tessin (au moment décisif, prétend-il, le Palais fédéral était vide parce que c'était jour de nettoyage et qu'on y lavait les vitres!).

Ce rapide aperçu suffit pour montrer comment cette affaire a agi comme un véritable révélateur sur la politique intérieure de la Suisse. Mais, si on en analyse par le détail le déroulement, elle est également très révélatrice du caractère et de la mentalité des masses italiennes en Suisse. Des masses, disons-nous, car il y a eu plusieurs milliers de participants aux meetings et défilés qui se sont déroulés dans la plupart des villes et plus d'un millier à avoir quitté leur logement et leur emploi pour marcher à la frontière (qu'ils aient pris part à toute l'expédition ou à une partie seulement). Ils l'ont fait, à partir du 9 mai et surtout du 10 mai, à un moment où les troubles étaient entièrement réprimés en Italie et où, raisonnablement, leur entreprise n'avait aucune chance. Mais, le raisonnement n'avait aucune prise sur ces foules, se nourrissant des fausses nouvelles les plus invraisemblables. Même la lecture des journaux, qui permettait pourtant, à ce moment, de se faire une idée assez exacte des choses, ne change rien à la détermination des manifestants: les faits rapportés sont aussitôt amplifiés, interprétés et intégrés à la conception mythique et apocalyptique qui

subjugue ces esprits surchauffés, qui croient à la venue de la Révolution, prédite par les socialistes.

Faut-il, comme le prétendront les socialistes, faire une part, dans ces excitations, à l'action de provocateurs, pour une part anarchistes? En fait, tous les témoignages le confirment, il y eut véritablement explosion d'un sentiment de révolte latent qui s'est traduit par la formation spontanée d'assemblées, lesquelles se sont donné leur propre organisation, recourant pour cela, quand c'était possible, aux structures existantes: cercles socialistes, syndicats, etc. Quand des militants essayèrent de résister, ils furent balayés et emportés par le courant. Ces masses qui s'encouragent de ville en ville, se nourrissent de fausses nouvelles, n'ont rien de spécifiquement anarchiste ou socialiste; c'est à d'autres concepts qu'il faut faire appel pour les comprendre, à ceux qu'ont forgés les historiens qui, comme G. Le-febvre ou G. Rudé se sont attachés à l'étude des foules révolutionnaires. Et l'on peut de ce point de vue, suivre par le détail le comportement de cette foule, de ses réactions aux nouvelles vraies ou fausses, de cette espèce d'autosuggestion qui lui dicte ses comportements. L'importance du geste, de la pose, une certaine théâtralité qui permet souvent de dissimuler, sous une apparente unanimité, des adhésions qui ne sont pas toujours aussi complètes qu'il ne paraît, tout cela mériterait des développements, tout comme l'analyse du projet révolutionnaire lui-même, à vrai dire des plus vagues et des plus changeants.

Cette croisade (c'est le terme qui vient sous la plume de beaucoup de reporters), cet esprit de dévouement et de sacrifice mêlé à beaucoup de naïveté, cette croyance messianique en un nouvel âge d'or instauré grâce à la Révolution, ce sont là des traits caractéristiques de ces «primitifs de la révolte» étudiés par E.J. Hobsbawm. Il faudrait rechercher dans quelle mesure ce millénarisme n'a pas été favorisé par les conditions de vie des émigrés, leurs antécédents (le déracinement) et renforcé par certaines formes de la propagande socialiste et anarchiste (transposition et laïcisation de certaines notions religieuses...).

L'organisation spontanée et l'autorité d'un certain nombre de militants syndicalistes et socialistes entraînés dans l'aventure ne suffisant pas, la foule se donne un chef, un «général», en la personne de l'ancien animateur de la section socialiste de Lausanne, qu'elle ira chercher en sa retraite de Montreux. Figure originale que celle de cet «ingénieur» de 45 ans, employé dans les carrières, qui avait, grâce à son héritage, abondamment subventionné la section socialiste de Lausanne et sacrifiera tout son argent lors de l'expédition dont il prendra la tête, pour finir, après son expulsion de Suisse, dans un asile d'aliénés en Belgique. L'emprise qu'il prit aussitôt sur cette foule indisciplinée et qu'il conservera, presque intacte, jusqu'à la fin, l'extraordinaire ascendant qu'il exercera sur l'âme fruste de ses compagnons sont également typiques de ce primitivisme de la révolte, déjà relevé.

Et indéniablement, comme le relèvera plus tard Oddino Morgari, en utilisant l'argument dans le sens de la polémique réformiste, l'épisode de «bande svizzere» se rattache indéniablement à la tradition révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle, à celle de 1848 (la légion allemande de Herwegh, par exemple, sans oublier nos corps francs de 1844–1845). Cependant l'action de ces foules ouvrières, même si elle se coule dans une forme ancienne, pose des problèmes nouveaux qui sont déjà ceux du mouvement ouvrier moderne: rapports entre un certain radicalisme verbal et la pratique réelle; conditions et chances de succès d'une insurrection armée; rapport entre l'organisation et le mouvement spontané des masses, stratégie à long terme du Parti socialiste...

Celui-ci, en mai 1898, avait été complètement débordé; Vergnanini, venu à Lugano pour être mieux renseigné sur ce qui se passait en Italie et pour pouvoir y diriger de près le journal, dont il fit paraître, plusieurs numéros spéciaux, s'était trouvé, de ce fait, coupé du gros des troupes socialistes au moment décisif. Tous les documents rassemblés lors de l'enquête fédérale montrent bien qu'avec plusieurs de ses camarades, il a cherché à exercer une influence modératrice et à empêcher les départs pour la frontière. Tout comme le firent également un certain nombre de militants anarchistes. Ce fut en vain.

Le mouvement de 1898 avait montré quelles énergies latentes recélait l'émigration ouvrière en Suisse, quelle capacité d'enthousiasme, de dévouement, de sacrifice à une cause s'y trouvaient. Mais l'USLI n'avait pas réussi à les capter, à les organiser pour les coordonner avec les efforts du mouvement ouvrier en Italie, en Suisse et dans les autres pays.

Les conséquences de cette équipée furent importantes pour l'émigration italienne en Suisse. Les sections socialistes et les syndicats avaient souvent vidé leur caisse pour soutenir l'expédition, puis pour aider au retour de ceux qui, s'étant rendus au Simplon ou au Tessin indépendamment du gros de la troupe, n'avaient pas été livrés aux autorités italiennes. La ruine et la désorganisation qui en résultèrent furent encore aggravées par l'abattement qui succède à l'exaltation, comme cela se produit fréquemment. Mais, rapidement, le renouvellement constant de l'émigration économique et, surtout, l'afflux des réfugiés regarnirent les rangs de l'organisation. La présence parmi les derniers d'une forte proportion de militants expérimentés allait favoriser l'essor du PSI en Suisse.

## Les réactions des socialistes suisses

L'attitude des socialistes suisses à l'égard des travailleurs italiens est naturellement dictée par les principes de l'internationalisme; mais naturellement, cela ne va pas sans poser quelques problèmes, lors de l'application

de ces principes. Il y a d'abord, certainement, un certain retard dans la compréhension du phénomène et, plus tard, une certaine sous-estimation. Les événements de Berne, en 1893, placent les socialistes dans une position ambiguë: leurs adversaires les accusent d'être les instigateurs des manifestations anti-italiennes, ce qu'ils ne sont certainement pas, mais qui les oblige, dans leur défense, à ménager les sentiments des ouvriers bernois. A Zurich, en 1896, la situation est plus claire et, dès le début, la section socialiste de l'Aussersihl s'élève contre les manifestations italophobes, appelle les travailleurs de toutes les origines à l'union et les met en garde contre la division. Lors des débats parlementaires, les positions ne seront pas toujours aussi nettes (la volonté de défendre la position du municipal socialiste Vogelsanger), mais Otto Lang entre autres aura le mérite de clarifier la question et de permettre aux socialistes de combattre valablement ceux qui ne voyaient d'autre solution que dans la répression.

L'affaire du «train des Italiens» ne posa aucun problème. Dès le début, les socialistes suisses avaient déconseillé le mouvement, et il est significatif de voir que c'est là où l'emprise sur la classe ouvrière était la plus forte qu'il fut le moins suivi (Zurich, Bâle, Berne), tandis qu'il se développait là où des difficultés avaient opposé socialistes suisses et italiens, comme à Lausanne où Fauquez, pour assurer son pouvoir, n'avait pas hésité à jouer des rivalités nationales. Naturellement, dans leur presse, dans des meetings de protestations et au parlement, les socialistes protestèrent avec force; à Zurich, un comité spécial fut formé par le PSS, l'USS et le Grütli pour recueillir des secours en faveur des Italiens réfugiés en Suisse et payer le retour de ceux qui s'étaient mis en route vers la frontière et étaient demeurés bloqués au Tessin ou ailleurs. Plusieurs journaux socialistes mirent en cause l'armée et son rôle dans la remise du train; ils recommandèrent aux ouvriers suisses qui pourraient être mobilisés lors d'un cas semblable de refuser d'obéir. Significativement, les articles les plus nets et les plus fermes dans ce sens ont paru dans le *Grütlianer*, ce qui montre bien combien la conduite des autorités allait à l'encontre du sentiment national fondé sur l'héritage démocratique et patriotique de 1848, dont la Société du Grütli était justement la représentante.

Par la suite, les socialistes suisses protestèrent lors des mesures répressives prises contre les socialistes italiens en Suisse (expulsion des membres de la Commission exécutive, en 1899 par exemple). Cependant, la grève générale du bâtiment, à Genève, durant l'été 1898, qui se solda par l'expulsion massive de grévistes italiens, suscita des rancœurs contre le Parti socialiste genevois, accusé de manquer de fermeté, à cause de sa participation au Conseil d'Etat. Il en ira de même en 1903 à Bâle, où le conseiller d'Etat socialiste Wullschleger n'hésitera pas à justifier le recours à l'armée lors d'une grève des maçons. Aussi le journal des socialistes italiens en viendra à critiquer ouvertement l'attitude des socialistes suisses, parfois en des termes inutilement blessants.

La concentration des ouvriers italiens sur les grands chantiers, souvent à l'écart des agglomérations posait également de difficiles problèmes; l'exemple du Simplon est particulièrement significatif. Ces travaux débutèrent sans que le nécessaire eût été fait ni en matière de logement ni en ce qui concerne les installations sanitaires. L'afflux des travailleurs, attirés par les perspectives d'embauche, ne tarda pas à faire monter les prix tandis que les conditions d'habitation à Naters se dégradaient de plus en plus. Cette situation suscita d'après critiques dans la presse italienne (lettre de Pasquale Villari, reportages divers...), française et suisse (enquête de *La Suisse*, confirmant en très grande partie les accusations italiennes). Un comité se forma, à Genève, composé de notables, pour améliorer la situation des ouvriers du Simplon. Mais, les conditions de travail à l'intérieur du tunnel ainsi que les exigences de l'entreprise, en retard sur son programme, provoquèrent plusieurs grèves qui culminèrent avec celle de 1901. Mouvements spontanés, expression d'une brusque révolte, ces conflits ne sont pas dirigés par une organisation: les efforts pour syndicaliser ces masses ouvrières échouent car ils se heurtent à de nombreux obstacles, dont le moindre n'est pas la volonté patronale d'éliminer les syndicalistes. Aussi les luttes sont-elles prises en charge par l'USS; son secrétaire, Calame, est sur les lieux, en 1901, de même que le secrétaire ouvrier romand, J. Sigg. Les autorités valaisannes mobilisent la troupe, interdisent les réunions puis expulsent ceux qui refusent de reprendre le travail, écrasant ainsi le mouvement. L'USS saisit l'occasion pour organiser un grand cortège et un meeting de protestation à Berne, le 25 août 1901, avec des délégations venues de toute la Suisse, pour dénoncer, avec les événements du Simplon, toute une série de mesures répressives, prises à l'occasion de diverses grèves, un peu partout dans le pays.

Cependant, cette importante manifestation de solidarité ne semble pas avoir trouvé un grand écho chez les socialistes italiens: peu de place dans le journal, aucun appel à y participer. Encore une fois, socialistes suisses et italiens n'étaient pas à l'unisson.

Mais, à partir du vingtième siècle, la situation commence à se modifier. Les efforts de propagande sur les chantiers, les tournées d'information organisées, durant la saison hivernale, sur les lieux d'émigration, avec l'aide des syndicats italiens, allemands et suisses, portent leurs fruits; les ouvriers italiens demeurent en grande partie inorganisés; certes, mais ils connaissent les conditions de travail en Suisse et refusent toute offre inférieure; ils jouent de moins en moins le rôle de briseurs de grèves et de main-d'œuvre à bon marché. Bien plus, ils sont souvent un élément particulièrement combatif. Le travailleur italien qui fait baisser les salaires par sa concurrence demeure encore pendant longtemps un élément important de la mémoire ouvrière; peu à peu, il s'y substituera, ou plutôt superposera, une autre image contradictoire: celle de l'Italien prompt à la grève

et à ses violences, parfois anarchiste, image qui deviendra un lieu commun de la presse bourgeoise et qui, curieusement, s'alliera souvent dans la mentalité de l'ouvrier suisse, à celle, plus ancienne, de celui qui déprécie les salaires.